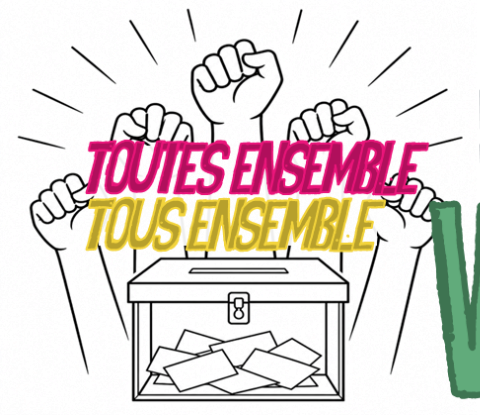
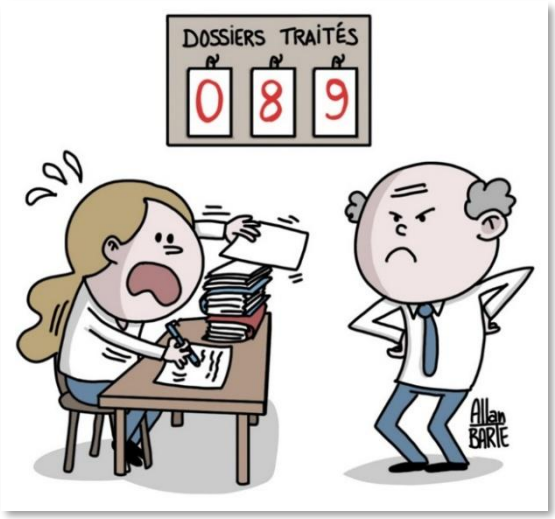


DU 3 AU 10 DÉCEMBRE 2026
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

VOTEZ

NON AU MANAGEMENT TOXIQUE !

Nos organisations dénoncent le développement d'une organisation du travail pathogène qui semble être devenue la norme. **L'obsession des objectifs chiffrés, de l'évaluation et du reporting favorise des pratiques de management toxique qui se sont généralisées.** L'ambition des ministres n'est pas d'améliorer le service public et la protection du droit du travail et des travailleur·euses, mais de mener des politiques de « performance » et d'« efficience » vides de sens. Cette situation nous semble être en corrélation directe avec la dégradation des effectifs, elle-même sciemment orchestrée par des années de politiques austéritaires qui ont conduit à la fonte des effectifs dans tous les services du ministère. Cette situation a créé une pression sans précédent sur notre charge de travail et impacte fortement l'ambiance de travail dans nos services.



Le 23 octobre 2026, notre collègue Roselyne a mis fin à ses jours, laissant derrière elle un dossier complet démontrant le lien entre son geste désespéré et ses conditions de travail, fortement dégradées. Cette annonce a suscité un effroi et une tristesse terribles mais surtout une immense colère.

Depuis des années, notre collègue se plaignait de ses conditions de travail et des agissements qu'elle subissait. Personne, au sein de la hiérarchie ministérielle ne peut ignorer que c'est la politique managériale mise en œuvre au sein du ministère, qui est au cœur du passage à l'acte de notre collègue. Nous souhaitons que les responsables soient désigné.es mais au-delà, Il est impératif que de mettre fin à cette politique délétère, parfaitement documentée notamment par APTEIS.

Pour gérer la pénurie et donner l'illusion qu'on peut maintenir des objectifs irréalisables, il est de plus en plus fréquent de voir la hiérarchie s'enferrer dans un management toxique intolérable (culpabilisation des agent·es en souffrance, sanctions pécuniaires via la minoration des primes type CIA, pressions psychologiques, mise en compétition des équipes et des agent·es…) auquel s'ajoutent des mesures organisationnelles prises ces dernières années qui sont tout sauf neutres : l'entassement des agent·es dans des bureaux partagés a pour finalité de fissurer les collectifs de travail, les agent·es recourant à des stratégies d'évitement (par le télétravail notamment) pour pouvoir mener, tant bien que mal, leurs missions.

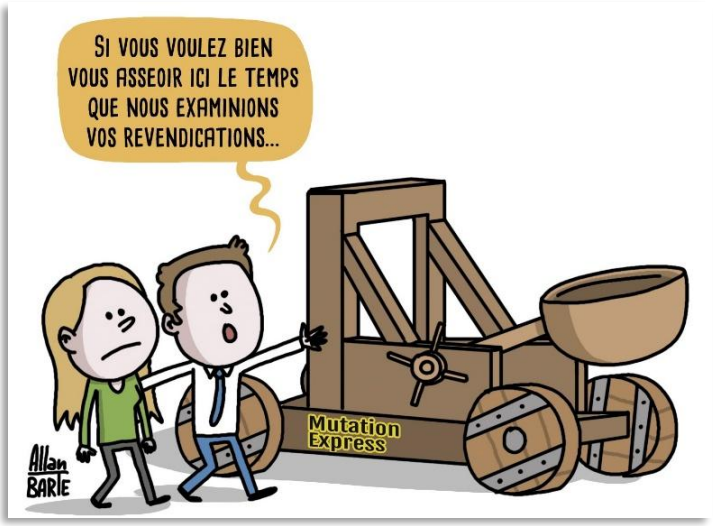
Cette situation de souffrance que nous dénonçons sans relâche depuis des années a donné lieu, sous la pression de nos représentant.es à une expertise nationale menée par le cabinet APTEIS. La conclusion est sans appel, documentée et très étayée : **le ministère « à l'os » n'est plus, d'une part en capacité de rendre un service public digne aux usager.es, mais surtout met en œuvre un management autoritaire comme seule réponse**.

Face à la souffrance collective, la hiérarchie renvoie systématiquement la faute sur des « fragilités individuelles » ou des conflits interpersonnels pour masquer sa propre faillite organisationnelle. Quel que soit le service où nous exerçons, nous sommes tou·tes confronté.es à un flicage informatique et nous sommes tou·tes, au quotidien, contraint.es de prioriser l'urgence au détriment du travail bien fait et de l'accueil du public. C'est le sens même de nos missions qui est attaqué.

Par ailleurs, à tout cela s'ajoute des tentatives d'instrumentalisation de nos services, au dévoiement de nos missions, quand, dans certains départements, on contraint notamment les agent·es de contrôle de l'inspection du travail à participer à des opérations « place nette » contre le trafic de drogue ou à la traque de travailleur·euses sans papiers ou qu'on tente de les empêcher de participer à des actions de contrôle (1er mai par exemple).

Et plutôt que de s'interroger sur les solutions à apporter contre cette fuite en avant décrite dans le rapport APTEIS, le ministère préfère choisir la manière forte pour faire taire les voix dissonantes.

Les agent·es qui dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, sont sanctionné·es, placardisé·es ou poussé·es dehors. On ne compte plus les collègues, à bout, qui ont fait le choix de quitter le ministère et ce, même dans leurs premières années de service.



Puis on assiste à des attaques frontales contre les syndicalistes : évaluations punitives, convocations disciplinaires abusives, discriminations dans le déroulement de carrière, entrave au droit syndical au quotidien. C'est la stratégie de la fuite en avant choisie par le ministère : **en tentant de briser les collectifs de travail et en menaçant les voix discordantes, la hiérarchie cherche souvent à instaurer un climat de terreur pour que chacun·e subisse l'arbitraire en silence.**

Le sens de nos missions et le soutien entre collègues sont désormais les seuls remparts face à ce management toxique aux lourdes conséquences. Il est grand temps que nos hiérarchies prennent la mesure de cette dégradation de nos conditions de travail et de ce management violent imposé à l'ensemble des agents.

En effet, l'année 2026 a été le reflet de tout cela : des représentants syndicaux ayant dénoncé des conditions de travail délétères sanctionnés en passant par les projets de déménagement dégradant les conditions de travail et d'accueil des usager·es jusqu'aux suicides et tentatives de suicide de collègues liés à leurs conditions de travail.

Il est temps de mettre fin à ces politiques délétères !

Nous ne nous résignons pas face à ces constats ! Nous restons convaincu.es qu'un autre ministère du travail est possible et que nos conditions de travail, qui permettent d'accomplir correctement les missions, valent la peine de se battre pour elles !

C'est pourquoi nous continuerons de défendre fermement nos conditions de travail, à lutter contre le management délétère et à agir pour la préservation de notre santé, dans les instances locales et nationales ou sur le terrain.

Les revendications que nous portons :

- **La fin de l'instrumentalisation de nos services**
- **La suppression des RUC pour créer des sections supplémentaires**
- **Une formation de qualité sur les risques psycho-sociaux et la management de l'ensemble de la ligne hiérarchique**
- **La fin de la tolérance face au manageur·euses pathogènes**
- **La fin de la répression que subissent les agent·es qui dénoncent leurs conditions de travail**
- **Une véritable politique de prévention en réponse au rapport APTEIS et à la hauteur de ce qui en ressort**





union fédérale des syndicats de l'État
la cgt
Solidaires
Fonction Publique